

## Communiqué de presse

Berne, le 26 août 2020

### Les PME s'engagent en faveur d'Air2030

**Une défense nationale efficace est un mandat constitutionnel et une condition-cadre importante pour la Suisse et son économie. La police du ciel et la défense aériennes font partie intégrante de la défense nationale. Air2030 répond à toutes les exigences que le peuple a posées lors de la dernière votation. Il s'agit d'une solution adaptée à la Suisse qui offre aux PME des opportunités sous forme d'affaires compensatoires. Ces considérations amènent l'Union suisse des arts et métiers usam à se prononcer en faveur d'un oui à Air2030.**

« L'usam considère que le projet est pleinement conforme à sa stratégie et à ses objectifs politiques. L'économie et les PME suisses doivent pouvoir compter sur un environnement stable », a déclaré aujourd'hui devant la presse le président de l'usam, Jean-François Rime, pour qui la police du ciel et la défense aériennes font partie intégrante de la défense nationale, laquelle est indispensable.

Le vice-président de l'usam, André Berdoz, a souligné qu'Air2030 serait entièrement financé par le budget de l'armée, sans affecter les budgets des autres départements. Il s'agit également d'un projet d'investissement pour l'économie. Les affaires compensatoires seront équitablement réparties entre les secteurs et les régions linguistiques. Elles représentent une occasion unique pour les PME, les instituts de recherche et les startups suisses de promouvoir leurs produits et services et de nouer des contacts avec des entreprises internationales. Se fondant sur ces considérations et après délibération de la Chambre suisse des arts et métiers, son Parlement, l'usam a été la première organisation professionnelle à se prononcer à l'unanimité en faveur d'un oui au projet Air2030.

Werner Scherrer, président de l'Union zurichoise des arts et métiers, a souligné que les opérations de compensation ne visent pas à poursuivre une politique de préservation des structures au moyen de subventions ou de mesures protectionnistes. Les entreprises nationales intéressées doivent être prêtes à contribuer activement à la réalisation d'un contrat de participation industrielle. Cela implique que les PME d'ores et déjà compétitives le deviennent encore davantage et contribuent ainsi à relancer l'économie.

Toni Lenz, président de PME Bernoises, a repris l'exemple de l'Autriche, volontiers cité par les opposants au projet. Ce pays a modernisé ses 15 avions de chasse en 2008 pour plus de 400 millions de francs et a dépensé 450 autres millions pour les maintenir à niveau jusqu'en 2020. On peut légitimement se demander si le remplacement de ces avions à un prix moyen d'environ 150 millions (selon le type) par jet n'aurait pas été la moins coûteuse de toutes les options. « Si nous voulons assurer la sécurité de nos pilotes et la permanence opérationnelle de notre armée de l'air, nous devons exprimer un OUI franc et massif en faveur d'Air2030 » a-t-il conclu.

**Renseignements complémentaires**

**Jean-François Rime**, président de l'usam, portable 079 230 24 03

**Werner Scherrer**, président de l'Union zurichoise des arts et métiers, portable 079 508 98 78

**Toni Lenz**, président de PME Bernoises, portable 079 651 35 42

**André Berdoz**, vice-président de l'usam, portable 079 210 93 31

Plus grande organisation faîtière de l'économie suisse, l'Union suisse des arts et métiers usam représente plus de 230 associations et quelque 500 000 PME, soit 99,8 % des entreprises de notre pays.

## Conférence de presse du 26 août 2020

### « Les PME, épine dorsale de l'économie, soutiennent l'épine dorsale de la défense nationale »

#### Intervention de Jean-François Rime, président de l'Union suisse des arts et métiers usam et entrepreneur

Mesdames et Messieurs, chers représentants des médias,

Permettez-moi de vous rappeler le rôle que jouent les PME dans l'économie suisse. En Suisse, 99 % des entreprises sont des PME. Celles-ci génèrent 60 % de la valeur ajoutée et fournissent les deux tiers de tous les emplois en Suisse. La crise du Covid-19 a rappelé de manière éclatante l'importance systémique des PME pour l'économie suisse. L'Union suisse des arts et métiers usam est l'organisation faïtière des PME et de leurs groupements et donc aussi la plus grande organisation faïtière de l'économie suisse. À ce titre, elle est également un partenaire social incontournable au plan national. Il est clair par conséquent que l'usam se considère comme une force politique au niveau fédéral et s'engage en conséquence sur les questions qui en relèvent. Air2030 est en l'occurrence un projet d'importance nationale, tant pour la société que l'économie. Sur cette question importante, nous sommes en contact étroit avec le comité national interpartis en faveur du Oui.

L'usam considère que le projet est pleinement conforme à sa stratégie et à ses objectifs politiques. L'économie et les PME suisses doivent pouvoir compter sur un environnement stable. Dans ce contexte, une défense nationale efficace – dont la police du ciel et la défense aérienne font partie intégrante – est indispensable.

Mesdames et Messieurs, permettez-moi de souligner à quel point la sécurité et la stabilité sont importantes pour la place économique suisse. La neutralité est un atout majeur pour la Suisse. Le pays ne peut toutefois être véritablement neutre que s'il est capable de se défendre. Sans une force aérienne efficace, la Suisse n'est pas en mesure de garantir cette défense.

Voilà pour la pertinence de ce projet pour la société et l'économie suisses. Si à présent nous examinons le projet de loi de plus près, nous pouvons constater qu'il répond à toutes les exigences que le peuple a posées lors de la dernière votation. Il s'agit en effet d'une solution sur mesure pour la Suisse, conforme qui plus est à nos objectifs de discipline budgétaire.

La Chambre suisse des arts et métiers, le Parlement de l'usam, s'est donc prononcée à l'unanimité en faveur d'un OUI au projet Air2030. Elle a dépêché trois membres du comité directeur de notre organisation afin de vous expliquer les raisons de ce soutien. Il s'agit d'André Berdoz, vice-président de l'usam et vice-président du Centre Patronal, de Werner Scherrer, président de l'Union zurichoise des arts et métiers et de Toni Lenz, président de PME Bernoises.

Werner Scherrer a la parole.

## Conférence de presse du 26 août 2020

### « Les PME, épine dorsale de l'économie, soutiennent l'épine dorsale de la défense nationale »

#### Intervention de Werner Scherrer, président de l'Union zurichoise des arts et métiers et entrepreneur

Mesdames et Messieurs, chers représentants des médias,

La pandémie a montré combien il est difficile de prévoir ce qui peut arriver. Il y a six mois, personne ne se serait attendu à ce qu'une partie de l'armée soit mobilisée pour lutter contre une pandémie. Nous ne pouvons pas non plus espérer ne jamais être victimes d'attaques aériennes. L'armée doit être prête à faire face aux menaces les plus diverses. Le peuple devra bientôt répondre à la question de savoir s'il souhaite continuer à se prémunir contre de possibles attaques aériennes. Il s'agit de protéger les infrastructures critiques à l'échelle nationale contre toutes les menaces possibles. De nouveaux avions de combat dédiés à la protection de l'espace aérien renforceront la sécurité de la Suisse et de sa population. La Suisse doit être en mesure de garantir sa sécurité non seulement au sol, mais aussi dans les airs. Des conditions apparemment stables peuvent changer rapidement. Les tensions géopolitiques actuelles, dans lesquelles l'OTAN est également impliquée, en sont la preuve. Les risques découlant de l'évolution politique mondiale sont plus difficiles à prévoir aujourd'hui que par le passé, et les nouvelles formes de guerre ne se substituent pas aux anciennes, mais s'y ajoutent. La multiplicité des menaces exige donc des réponses et des stratégies de défense tous azimuts. En temps normal, les forces aériennes surveillent l'espace aérien et interviennent dans le cadre du service de police, en cas de violation des règles de circulation aérienne. En période de tension accrue, elles doivent aussi être en mesure de défendre notre souveraineté aérienne pendant des semaines, voire des mois, ce qui explique pourquoi nous avons besoin d'un certain nombre d'avions de combat opérationnels. En tant que pays neutre, la Suisse doit être en mesure de se protéger elle-même. La protection de son espace aérien est également une obligation au regard du droit international. À ce titre, de nouveaux avions de combat représentent un investissement à long terme dans notre sécurité.

Les six milliards de francs que la Confédération dépensera pour les avions de combat constituent également un investissement dans l'économie suisse. Avec les 60 % de compensations prévues dans le cadre du projet, la valeur ajoutée pour l'économie sera de près de quatre milliards de francs. Ces participations industrielles permettront en particulier aux PME de participer à la recherche et au développement dans le domaine des hautes technologies et de mieux s'intégrer dans les chaînes de valeur internationales. Les opérations de compensation ne visent pas à poursuivre une politique de préservation des structures au moyen de subventions ou de mesures protectionnistes. Les entreprises nationales intéressées devront être prêtes à contribuer activement à la réalisation d'un contrat de participation industrielle. Cela implique que nos PME d'ores et déjà compétitives le deviennent encore davantage et contribuent ainsi à relancer l'économie. Air2030 aura donc un effet d'entraînement sur nos PME et l'économie suisse.

Je cède à présent la parole à Toni Lenz, président de PME Bernoises.

## Conférence de presse du 26 août 2020

### « Les PME, épine dorsale de l'économie, soutiennent l'épine dorsale de la défense nationale »

#### Intervention de Toni Lenz, président de PME Bernoises et entrepreneur

Mesdames et Messieurs, chers représentants des médias,

La constitution fédérale définit les tâches de l'armée suisse comme suit : « L'armée contribue à prévenir la guerre et à maintenir la paix ; elle assure la défense du pays et de sa population. Elle apporte son soutien aux autorités civiles lorsqu'elles doivent faire face à une grave menace pesant sur la sécurité intérieure ou à d'autres situations d'exception. La loi peut prévoir d'autres tâches ». Il s'agit là, Mesdames et Messieurs, d'un mandat constitutionnel que l'armée est appelée à remplir et que les opposants au projet de loi ne contestent même pas. Le peuple suisse est lui aussi conscient de l'importance de ce mandat. Au cours des dernières décennies, à l'exception du vote sur le Gripen en 2014, toutes les votations relatives à la politique de sécurité ont été remportées dans l'intérêt de la sécurité suisse. Le souverain a ainsi rejeté à plusieurs reprises les propositions du GSSA visant à abolir l'armée. Les citoyennes et les citoyens se sont également prononcés contre les réductions budgétaires ou les interdictions de vol dans certaines régions. Le peuple veut une armée en état d'assurer ses missions.

La mission principale de l'armée est de défendre notre pays. Sans capacité de protéger le ciel suisse en cas de crise, le mandat constitutionnel n'est pas garanti. C'est précisément le cas aujourd'hui. Nos avions de chasse vieillissants ne sont plus en mesure de protéger de manière fiable notre espace aérien et doivent être remplacés d'urgence. Les forces terrestres ne peuvent à elles seules remplir le mandat de défense défini dans la constitution. Un non à de nouveaux avions de combat équivaldrait par conséquent à un non à l'armée et à la sécurité de la Suisse.

Le renouvellement de nos avions de chasse est par ailleurs d'une grande importance pour notre économie, dont les installations de production, les laboratoires de recherche, les terminaux logistiques et les établissements d'enseignement doivent être protégés de toute menace venant du ciel. Les entreprises ne créent des emplois et n'investissent en Suisse que dans la mesure où elles s'y sentent en sécurité.

Tout au long de ma carrière professionnelle, j'ai été impliqué dans la livraison de marchandises par camion. Je sais d'expérience que les véhicules obsolètes et dépassés sont les plus chers de toutes les variantes. Outre l'aspect de la sécurité, les camions anciens sont de plus en plus susceptibles de tomber en panne et ne répondent par conséquent plus à de nombreuses exigences. Les immobilisations coûtent très cher et, une fois la réparation effectuée, les véhicules sont toujours aussi vieux.

Si l'on prend l'exemple de nos voisins autrichiens, cité par les opposants au projet, qui ont modernisé leurs 15 avions de chasse en 2008 pour plus de 400 millions de francs et ont dépensé 450 autres millions pour les maintenir à niveau jusqu'en 2020, on peut légitimement se demander si le remplacement de ces avions à un prix moyen d'environ 150 millions (selon le type) par jet n'aurait pas été la moins coûteuse de toutes les options.

Le fait que des compensations soient prévues ouvre de nouveaux marchés à nos entreprises, garantit l'emploi et – last but not least – génère des bénéfices pour nos PME, lesquels retournent dans les caisses de la Confédération sous forme d'impôts.

Si nous voulons assurer la sécurité de nos pilotes et la permanence opérationnelle de notre armée de l'air, nous devons exprimer un OUI franc et massif en faveur d'Air2030.

Je donne à présent la parole au vice-président de l'usam, André Berdoz.

## Conférence de presse du 26 août 2020

**« Les PME, épine dorsale de l'économie, soutiennent l'épine dorsale de la défense nationale »**

### **Intervention d'André Berdoz, vice-président de l'Union suisse des arts et métiers usam et entrepreneur**

Mesdames et Messieurs, chers représentants des médias,

Avec Air2030, nous parlons d'un projet de 6 milliards de francs, entièrement financé par le budget de l'armée sans aucune diminution des budgets des autres départements. Il s'agit également d'un projet d'investissement pour l'économie. En effet, comme l'acquisition de matériel militaire à l'étranger désavantage l'industrie suisse, ces contrats sont assortis de contreparties, dites affaires compensatoires ou « offsets ».

En cas d'acquisition de nouveaux avions de combat, les constructeurs doivent compenser 60 % de la valeur du contrat en Suisse. S'agissant de la défense sol-air de longue portée, même la totalité de la valeur du contrat doit être compensée en attribuant des marchés en Suisse, en particulier aux entreprises opérant dans le domaine de la défense et en tenant dûment compte de toutes les régions du pays. Ces 60 % de la valeur du contrat sont répartis entre 20 % de commandes directes et 40 % de compensations indirectes.

Les compensations directes se rapportent aux commandes et aux coopérations directement liées à l'avion. Les compensations indirectes, soit la majorité des collaborations possibles, se situent dans les domaines des programmes civils et commerciaux, des transferts de technologie et des études de recherche. Celles-ci permettent aux entreprises suisses d'accéder à des technologies de pointe et d'engranger un plus grand volume de commandes.

La procédure de sélection du nouvel avion de combat suisse implique les plus grandes et les plus influentes entreprises mondiales des secteurs de l'aérospatiale et de la défense. Il s'agit de Lockheed Martin, Airbus, Boeing et Dassault. Comme dans l'industrie automobile, chacun de ces constructeurs entretient un réseau de partenaires qui développent et sont responsables des principaux composants et assemblages. Il s'agit notamment de sociétés telles que General Electric, United Technologies et Liebherr, dont le portefeuille de produits couvre un large éventail d'autres secteurs industriels.

Il s'agit là d'une occasion unique pour les PME, les instituts de recherche et les startups suisses de présenter leurs produits et services et de nouer des contacts avec ces entreprises internationales.

Les compensations indirectes profitent à de nombreux secteurs de l'industrie : la construction mécanique, la métallurgie, l'horlogerie, l'automobile et la construction ferroviaire, ou encore les industries de l'optique, de l'électronique et de l'électrotechnique. Les fabricants de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que le secteur de l'informatique et du génie logiciel vont également en bénéficier. Nombre de ces industries sont organisées en associations, lesquelles sont membres de l'usam. Cela explique le vif intérêt de la plus grande organisation faîtière de l'économie suisse envers le projet Air2030.

L'Union suisse des arts et métiers usam a été la première organisation économique à se prononcer très tôt et à l'unanimité en faveur d'Air2030. C'est pourquoi nous défendons un OUI clair le 27 septembre pour la sécurité de la Suisse et des PME !

Nous devons défendre notre souveraineté, c'est une obligation de la Constitution envers le peuple. À l'heure où nous changeons de smartphone et d'ordinateur tous les trois ans, car obsolètes, le remplacement de nos avions trentenaires est une évidence.

Tout pays a sur son sol une armée : si ce n'est pas la sienne, c'est celle d'un autre pays. Les avions de combat font partie intégrante de notre chaîne de sécurité.

Je vous remercie de votre attention.